

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT

Portant sur la propreté de la ville

Le maire de NAVEIL

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2212-2, L.2213-1 et L.2213-2,
Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1311-1, L. 1311-2, L. 1312-1 et L. 1422-1.
Vu le Code Pénal et notamment les articles R.610-5,
Vu le règlement sanitaire départemental
Vu l'arrêté préfectoral du 17 avril 2009 relatif à l'interdiction d'application de produits phytopharmaceutiques à proximité des milieux aquatiques,
Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour veiller au maintien de la propreté de la ville ;*

ARRETE

Article 1 : ENTRETIEN DES TROTTOIRS ET DES CANIVEAUX

Les riverains doivent maintenir les trottoirs et caniveaux en bon état de propreté.

Ces règles sont applicables, au droit de la façade ou clôture des riverains,

- pour les trottoirs, sur toute leur largeur,
- ou s'il n'existe pas de trottoir, à un espace de 1,20 m de largeur.

En toute saison, les propriétaires ou locataires sont tenus de balayer les fleurs, feuilles, fruits provenant d'arbres à proximité plus ou moins immédiate, sur les trottoirs ou banquettes jusqu'au caniveau en veillant à ne pas obstruer les regards d'eaux pluviales.

Le désherbage doit être réalisé par arrachage ou binage. Le recours à des produits phytosanitaires est strictement interdit.

Dans le but d'embellir la commune, les habitants sont autorisés à fleurir ou végétaliser leur pied de mur. Cependant les riverains des voies publiques ne devront pas gêner le passage sur trottoir des piétons, des poussettes et des personnes à mobilité réduite. Ils devront veiller à respecter, lorsque la largeur du trottoir existant le permet, une largeur minimale de cheminement accessible de 1,20 mètre, telle que préconisée par les textes législatifs et réglementaires en vigueur

L'entretien en état de propreté des avaloirs placés près des trottoirs pour l'écoulement des eaux pluviales est à la charge des propriétaires ou des locataires. Ceux-ci doivent veiller à ce qu'ils ne soient jamais obstrués.

Les résidus de balayage doivent être évacués comme les ordures ménagères.

Les déchets de désherbage et du démoussage doivent être évacués comme les déchets verts. Il est interdit, sous peine d'amende, de les brûler, conformément à la réglementation (circulaire nationale DEVR1115467C en date du 18/11/2011).

Article 2 : NEIGE ET VERGLAS

En cas de neige ou de gel, les riverains doivent dégager un passage permettant la circulation des piétons, au droit de leur façade.

La neige et la glace doivent être mises en tas par leurs soins de manière à ne pas gêner la circulation.

Article 3 – LIBRE PASSAGE

Les riverains des voies publiques ne devront pas gêner le passage sur trottoir des piétons, des poussettes et des personnes à mobilité réduite. Ils devront veiller à respecter, lorsque la largeur du trottoir existant le permet, une largeur minimale de cheminement accessible de 1,20 mètre, telle que préconisée par les textes législatifs et réglementaires en vigueur. Ils ne peuvent ni y déposer des matériaux et ordures, ni y stationner des véhicules. Les bacs d'OM enlevés dans la journée du ramassage

Les saletés et déchets collectés par les riverains lors des opérations de nettoyage doivent être ramassés et traités avec les déchets ménagers. Il est expressément défendu de pousser les résidus de ce balayage dans les réseaux d'eaux pluviales. Les avaloirs, caniveaux doivent demeurer libres.

Article 3 : ENTRETIEN DES PLANTATIONS

Les branches et racines s'avancant sur le domaine public doivent ˆtre coupées par le propriétaire ou son représentant, au droit de la limite de propriété. A défaut, cette opération peut ˆtre exécutée d'office par les services municipaux et aux frais du propriétaire, après mise en demeure reste sans effet.

Conformément aux dispositions de l'article 1, les feuilles provenant d'une propriété privée, tombées sur le domaine public, doivent ˆtre ramassées par le propriétaire ou son représentant.

Les déchets de taille ou d'élagage doivent ˆtre évacués comme les déchets verts. Il est interdit, sous peine d'amende, de les brûler, conformément à la réglementation (circulaire nationale DEVR1115467C en date du 18/11/2011).

Article 4 : ANIMAUX

Sur les espaces publics (voies, places, trottoirs, espaces verts) les possesseurs d'animaux doivent tenir leurs animaux en laisse et immédiatement ramasser leurs déjections.

Article 5 : CHANTIERS

Les entrepreneurs de travaux exécutés sur l'espace public ou dans les propriétés qui l'avoisinent, doivent tenir la voie publique en état de propreté aux abords de leurs chantiers ou ateliers et sur les points ayant été salis, par suite de leurs travaux.

Article 6 : RESPONSABILITE DE L'USAGER

Les usagers du domaine public doivent veiller à ce que les voies et places publiques ne soient pas souillées par le transport de certains déchets et matières usées. Les chargements et déchargements devront ˆtre effectués en conséquence.

L'abandon d'objets encombrants ou de déchets sur l'espace public est interdit. La ville pourra, lorsque les contrevenants sont identifiés, facturer les frais de nettoyage.

Article 8 CONSTATATION DES INFRACTIONS - SANCTIONS

- Les infractions au présent arrêté seront poursuivies dans les conditions prévues à l'article 610.5 du code pénal sans préjudice d'autres peines prévues par les lois et règlements en vigueur.

- Une délibération du Conseil Municipal fixera les prestations de nettoyage et les tarifs des travaux d'enlèvement des dépôts clandestins.

Article 9

Monsieur le Maire et Monsieur le commandant de police de Vendôme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au Registre des arrêtés et affiché en Mairie.